



PEACEBUILDING FUND

Titre du projet : Appui à la Réinsertion/Réintégration des ex-combattants démobilisés et au Relèvement communautaire en République Centrafricaine.	Organisation bénéficiaire: BUREAU INTEGRE DES NATIONS UNIES EN CENTRAFRIQUE AFRIQUE (BINUCA).
Project Contact: Coulibaly Dohotié Officier DDR, Chargé du programme de Réinsertion/SIU BINUCA. Address: BINUCA/BANGUI Telephone: +236 75549854 E-mail: coulibaly22@un.org.	Partenaire d'exécution(s): Coordination Nationale pour la Réintégration avec l'appui technique du BINUCA et du UNCT;
Project Number:	Project Location: Nord-Ouest de la RCA.
Project Description: 1- Appui à la Réinsertion des Démobilisés et à la cohésion sociale. Ce projet offre un cadre global destiné à favoriser la réinsertion des démobilisés compte tenu des progrès enregistrés récemment par le processus de Désarmement/Démobilisation en République Centrafricaine et par ailleurs de l'absence de programmes de Réintégration opérationnels susceptibles de prendre en compte les ex-combattants Démobilisés. Cette période de transition critique, entre la démobilisation et la réintégration est un espace d'instabilité dont les conséquences pourraient compromettre les acquis du processus de paix. L'objectif est donc d'assurer le maintien d'un environnement de stabilité propice à la sortie de crise. 2- Renforcement des capacités nationales pour la mise en œuvre de la stratégie Nationale de Réintégration des démobilisés issues des groupes politico-militaires signataires de l'Accord de paix Globale de Libreville. Le projet a pour objectif principal de renforcer les capacités fonctionnelles de la Coordination Nationale pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Réintégration approuvée le 8 Juillet 2011.	Total Project Cost: 2,397,345 Peace building Fund: 2,397,345 Contribution du Gouvernement: (non évaluée) Autre : BINUCA, PNUD, UNCT (Non évaluée) Total: 2, 397,345

Rm

[Signature]
M.A.V.

Niveau de prise en compte du genre de : 2

Domaines prioritaires et résultats attendus.

La réinsertion se fera au travers des activités génératrices de revenus au profit des Démobilisés et/ou de projets communautaires (Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre/THIMO). Les bénéficiaires directs seront les Démobilisés ainsi que les membres des communautés d'accueil avec une attention particulière pour les femmes.

Sur base de l'identification des bénéficiaires (soit les Démobilisés, soit les Communautés) et les structures d'exécution (nationales et internationales), le projet mettra en œuvre diverses activités parmi lesquelles: le renforcement de capacité (par exemple via les JPN/Jeunesse Nationale Pionnière), le partage d'expertise, les activités génératrices de revenus et/ou les activités à haute intensité de main d'œuvre.

La mise en œuvre de ce projet comprendra aussi un volet sensibilisation au genre, au civisme et à la citoyenneté.

Résultat attendu: Renforcer le climat de paix et de stabilité rétablie dans la partie Nord-Ouest du Pays à l'issue des opérations D1 et D2. Dans une phase initiale, les Démobilisés à la date du 15 Nov 2011 et 15 communautés d'accueil seront réinsérés.








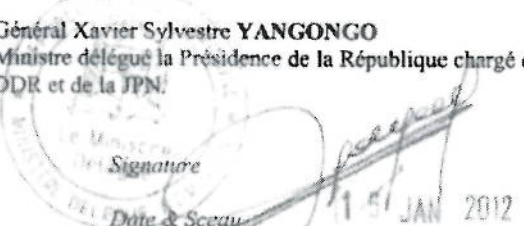
Résultats et activités clef:


Contribuer au renforcement de la paix et la stabilité en République Centrafricaine au moyen de solutions alternatives et rapides pour assurer la **réinsertion socioéconomique des ex-combattants** et préserver un climat de cohésion sociale propice à la sortie de crise.

Km

16 MAR

PROJECT DOCUMENT COVER SHEET

Co-président du Comité de Pilotage	
<p>Madame Margaret VOGT Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies en RCA.</p> <p>Signature : </p> <p>Date & sceau : </p>	<p>Pour le Ministre d'Etat au Plan et à l'Economie, Le Ministre d'Etat en charge des Postes, Télécommunication et des Nouvelles technologies. M. Abdou-Karim MECKASSOUA</p> <p>Signature : </p> <p>Date & sceau : </p>
Recipient UN Organization(s)	Partenaire National
<p>Lt Colonel de FABRIBECKERS, Junior. Chef de l'Unité Sécurité des Institutions/BINUCA-SIU.</p> <p>Signature : </p> <p>Date & Sceau : </p>	<p>Général Xavier Sylvestre YANGONGO Ministre délégué la Présidence de la République chargé du DDR et de la JPN.</p> <p>Signature : </p> <p>Date & Sceau : </p>

<p>Peacebuilding Support Office (PBSO) <i>Judy Cheng-Hopkins</i> Assistant Secretary-General for Peacebuilding Support</p> <p>Signature</p> <p>Date & Seal</p>	<p>Recipient UN Organization(s) <i>Anne-Marie Cluckers</i> Directrice du Bureau du PNUD - Country Director Bangui République Centrafricaine - Central African Republic</p> <p>Signature : </p> <p>Date & Sceau : </p>
---	---

I. CONTEXTE ET ANALYSE DE LA SITUATION

La République Centrafricaine est en proie depuis plusieurs décennies à des crises politico-militaires récurrentes qui ont eu des conséquences graves sur tous les secteurs du pays. Malgré un Dialogue National en septembre 2003 regroupant l'ensemble des parties politiques et groupement de la Société civile en vue de déterminer les orientations et d'asseoir les bases d'institutions politiques, économiques et sociales fortes, des groupes d'opposition politique armés ont vu le jour vers la fin de l'année 2006. Les plus importants sont : L'Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD); Le Front Démocratique du Peuple Centrafricain (FDPC); L'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFRD); Le Mouvement des Libérateurs Centrafricains pour la Justice (MLCJ); L'Union des Forces Républicaines (UFR).

De nombreux accords ont été signés entre le Gouvernement Centrafricain (GovRCA) et ces mouvements politico-militaires en 2007 et 2008. Mais c'est l'Accord Politique Globale de Libreville (APGL) signé le 21 juin 2008, suivi de la mise en place d'un Comité de Suivi, qui constitue le principal catalyseur ayant abouti à l'adoption du « document cadre sur le lancement du processus DDR en République Centrafricaine. »

Depuis, la signature de cet Accord, des efforts considérables ont été consentis avec entre autre le lancement le 25 juin 2011 du processus Désarmement et de Démobilisation sous l'impulsion du Gouvernement Centrafricain, appuyé par la Communauté Internationale, avec l'appui technique du PNUD. Au terme de trois mois d'activités, **4777 Combattants dont 359 femmes** ont été démobilisés, 15 ex-combattants repentis et 3558 Armes collectées. Bien que le ratio d'arme de guerre reste encore faible, l'accélération du processus de désarmement en Centrafrique témoigne de l'émergence d'une dynamique nouvelle, d'une volonté de s'engager dans le processus de paix.

Malgré ces avancées notables et une stabilité relative, la République Centrafricaine demeure en proie à un climat d'insécurité potentiel liée à l'absence de ressources pour la réinsertion et la réintégration des démobilisés. En effet, l'impatience grandissante au sein des démobilisés pourrait dégénérer en une révolte ou en un retour des démobilisés dans les rangs des groupes armés encore actifs dans la région.

L'Accord de Paix Global de Libreville signé le 21 juin 2008 entre le Gouvernement et les principaux groupes politico-militaires réaffirme: la nécessité de réhabiliter dans leurs droits les Combattants des groupes-politico militaires centrafricains (...), la nécessité de cantonner les troupes des groupes politico-militaire dans leur zone en vue des opérations de Démobilisation de Désarmement et de Réinsertion avec l'appui de la Communauté Internationale. Cet engagement est réaffirmé dans la déclaration du Secrétaire Général des Nations Unies qui engage les Nations Unies à assister le Gouvernement Centrafricain pour la mise en œuvre d'un processus DDR réussi.

A cet égard, le défi pour la Communauté Internationale s'agissant du processus DDR et de ses tendances actuelles, porte sur sa capacité opérationnelle à soutenir le processus de Réinsertion et de Réintégration socio-économique des démobilisés et des communautés d'accueil à travers la mise en œuvre de projets de Réinsertion et de Réhabilitation communautaires à court terme.

Par ailleurs, une assistance technique d'urgence est nécessaire afin de renforcer les capacités nationales pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de Réintégration des ex-combattants et pour la mise en œuvre du présent projet de Réinsertion.

Ce projet souligne aussi la nécessité d'harmoniser et de coordonner avec les initiatives similaires en cours en établissant sous la présidence de la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies en République Centrafricaine, un Groupe de travail inter agence (IAWG) sur la Réinsertion/Réintégration, comme cadre de concertation unique et d'échange en vue de consolider ensemble les acquis des opérations de Désarmement et de Démobilisation toujours en cours.

Rm

M. A. V.
[Signature]

II. OBJECTIFS DU PROJET

Objectif général

L'objectif de ce projet est de contribuer au renforcement de la paix et de la stabilité dans le pays à travers la mise à disposition d'options de réinsertion socio-économiques au bénéfice des Démobilisés et la réhabilitation leur communauté d'accueil.

Objectifs spécifiques

Favoriser la mise en place d'un environnement où les Démobilisés sont au fur et à mesure « Désarmés, Démobilisés et Réinsérés/Réintégrés » dans le tissu socio-économique.

Cette assistance en matière de réinsertion contribuera à atteindre les objectifs spécifiques suivants :

- Offrir aux Démobilisés une alternative génératrice de revenus susceptible de leur permettre de subvenir à leurs besoins immédiats ainsi qu'à ceux de leur famille respective;
- Anticiper le risque de dégradation sécuritaire lié à l'absence de perspectives de réintégration, à travers des interventions ciblées notamment dans les zones à haut risque;
- Renforcer les capacités des Démobilisés par une formation civique et professionnelle, en vue de faciliter leur réintégration sociale et économique;
- Contribuer au relèvement communautaire à travers, des projets communautaires à haute intensité de main d'œuvre;

Ce Programme d'appui à la Réinsertion sera exécuté à travers le financement de deux (02) catégories de projet, à savoir des projets au profit de groupes d'ex-combattants organisés dans le cadre d'activités génératrices de revenus de leur choix, ou bien des **projets de relèvement communautaire** basés, par exemple, sur des Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (THIMO).

Le coût total des projets sera calculé sur une base correspondant à un montant de 500 USD par démobilisés tenant compte de la stratégie du projet qui vise également à mobiliser des fonds additionnels en vue de la prise en compte de l'ensemble des Démobilisés et le renforcement de certains issues de cette phase initiale. Les projets de relèvement communautaire sont fixés à +/-10.000 USD par communautés, ce montant ne pourra être modifié que sur décision motivée du Comité d'Approvisionnement des Projets (CAP).

L'assistance socio-économique transitoire assurée au moyen de ce programme comprendra aussi des éléments en matière de renforcement de capacité/formation, à travers les Jeunesses Pionnières Nationales (JPN).

Principes directeurs

Ce projet de Réinsertion repose sur une approche participative des autorités et des communautés locales. Ces dernières seront associées à toutes les étapes de la planification, l'identification, la conception, la formation, et la mise en œuvre du projet en vue de permettre une meilleure appropriation et d'assurer la pérennité des projets financés.

Ce projet repose sur les principes directeurs suivants:

- Implication et participation des bénéficiaires ;
- Processus de ciblage transparent des différents groupes cibles;
- Campagne de sensibilisation et réconciliation nationale ;
- Prise en compte exclusive des ex-combattants titulaires d'une carte de démobilisé;
- Assistance orientée vers les besoins locaux;
- Soutien aux communautés locales;
- Coordination et partenariats;



M.A.V



- Lien de ce projet avec des cadres plus généraux de reconstruction et de relèvement ;
- Sensibilisation au plan régional;

Le projet intégrera une stratégie de prise en compte du genre basé entre autre sur une représentation des groupements de femmes dans les différents comités. Il Portera aussi une attention aux besoins spécifiques des conformément aux standards intégrés adoptés par les Nations Unies en Matière de DDR (IDDRS).

Groupes cible et domaines d'intervention

Bénéficiaires directs

Cette phase initiale assurera un soutien direct à la réinsertion de +/- 4792 Démobilisés.

De manière spécifique outre les bénéficiaires directs, le projet bénéficiera à +/- 20.000 bénéficiaires indirects que sont les dépendants des Démobilisés et les communautés d'accueils.

Bénéficiaires indirects

Par ailleurs, le projet intégrera des appuis communautaires ciblés exécutés sous forme de Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (THIMO).

Ces projets communautaires porteront également une attention particulière aux femmes à travers des appuis ciblés à des groupements ou associations de femmes existant dans les localités concernées.

Domaines d'intervention prioritaires

Ce document de projet a pour objet la réinsertion socio-économique des Démobilisés dans la Région Nord-Ouest. Ces régions ayant vu le démarrage du processus de Désarmement et Démobilisation. (Voir **carte annexée**).

Critères de sélection des bénéficiaires des projets

Cinq (05) critères principaux de sélection des bénéficiaires ont été établis:

1. Les bénéficiaires directs du projet devront s'organiser par groupes résidant au sein d'une même communauté ;
2. La prise en compte de projets individuels est possible dans le cadre du renforcement d'une activité existante et/ou d'une formation technique particulière;
3. Les ex-combattants sélectionnés doivent avoir une carte de démobilisé et être inscrits dans la base de données des démobilisés (*Unité de Gestion du PNUD*) ;
4. Les bénéficiaires doivent adhérer volontairement au projet ;
5. Les projets communautaires orientés vers les localités d'accueil des Démobilisation.

III. STRATÉGIE DU PROJET

Approche de mise en œuvre du programme

L'approche qui a guidé l'élaboration de ce document de projet est l'intégration et la complémentarité: (i) la cartographie de tous les projets/activités en cours ayant des objectifs complémentaires ou similaires afin d'identifier des domaines de complémentarité/synergie, (ii) la capitalisation des leçons apprises dans la mise en œuvre d'expériences similaires de réinsertion exécutés par les Nations Unies dans le reste du monde (Mozambique, Sierra Leone, Cote d'Ivoire, Nord Soudan, Haïti...), (iii) La capitalisation autant que possible de l'Expertise existante au sein des partenaires au programme (BINUCA/SIU, Coordination Nationale, PNUD, autres agences du UNCT, Ministère DDR), et dans la mesure du possible faire appel à une expertise Nationale afin de réduire les frais de gestion du programme, (iv) Mettre en cohérence ce programme avec d'autres projets/programmes en cours, d'où la nécessité d'un Appui à la Coordination

Nationale pour la Réintégration et la mise en place d'un Groupe de Travail Inter Agences sur la Réinsertion Réintégration (IAWG /DDR).

En vue d'encourager un dialogue et des relations de confiance dans la mise en œuvre du projet, les représentants des démobilisés reconnus au sein des communautés pour leur adhésion et leur soutien à l'effort de stabilisation, seront sollicités en tant que membre des Comités Locaux DDR (CLDDR) en vue d'aider au processus de sensibilisation des Démobilisés. Ils seront formés par le projet comme les animateurs locaux. Des projets bénéficiant directement aux communautés d'accueils seront financés en tenant compte des zones de concertation des ex-combattants. Une cartographie des zones d'intervention prioritaire sera élaborée à cet effet, en liaison avec l'Unité de Gestion du PNUD.

Les projets réalisés dans cette phase initiale, permettront de donner une formation technique de base aux ex-combattants dans les secteurs d'activité choisie pour la réintégration et mettront à leur disposition une activité génératrice des revenus pour amorcer leur réintégration définitive dans la vie civile. Cette phase réinsertion permettra d'occuper les démobilisés, de les former, de leur donner une culture du travail afin de préparer la réintégration qui pourra ainsi bâtir sur les acquis de la réinsertion.

L'objectif étant que la Réinsertion ici proposée entre dans le cadre de la stratégie Nationale de Réintégration permette non seulement de combler le vide entre la Démobilisation et la Réintégration mais aussi qu'elle serve de levier pour la Réintégration. Pour l'efficacité et la rapidité du processus de Réinsertion, des partenaires locaux (ONGs) seront sollicités au besoin à cet effet à travers des contrats de sous-traitance. Les frais d'exécution de ces partenaires locaux d'exécution ne pourront excéder 15% du cout total des projets exécutés. Ces ONGs devront bénéficier du soutien des autorités locales.

Ce programme de réinsertion intègre une stratégie de mobilisation de ressources additionnelles qui se fera à travers une communication régulière avec d'autres bailleurs de fonds potentiels tel que la Banque Mondiale, l'Union Européenne(...). Cette stratégie se fera à travers une communication participative sur l'approche de réinsertion proposée et une implication de ces bailleurs dans les revues a mis parcours d'évaluation du programme afin de favoriser une adhésion au programme et susciter ainsi un appui pour l'expansion de l'initiative à l'ensemble des Démobilisés.

Le Genre sera une considération primordiale dans la mise en œuvre du programme. Les CLDDR devront dans leur composition, assurer une représentation des femmes à hauteur de 30% au moins afin de veiller à la prise en compte des besoins spécifiques des femmes dans l'identification et la mise en œuvre des projets. Les projets communautaires seront autant que possible, orientés vers des appuis aux groupements de femmes.

Une phase préparatoire sera engagée en attendant la mise à disposition des fonds afin d'accélérer l'exécution du programme. Cette phase se déroulera en quatre étapes :

1. Briefing des différents comités (CLDDR et CAP) sur leur rôle et leurs responsabilités.
2. Evaluation et sélection des ONG sous-traitantes et définition des zones d'intervention.
3. Identification de secteurs d'activités porteurs et préparation de prototypes de projets (ces prototypes seront adaptés en fonction des localités et des besoins spécifiques des bénéficiaires, rapide et simple).
4. Mise en place d'un mécanisme de financement des projets au niveau des services finance/CMS du BINUCA.

Cette phase sera conduite par le BINUCA, la Coordination Nationale et les Agences du UNCT.

Durabilité (cf. cadre logique en annexes)

Les projets initiés dans le cadre de cette demande de financement seront mis en place durant une période initiale de 6 mois comprenant l'installation et la formation des bénéficiaires, suivie d'une autre période de 6 mois pour assurer l'accompagnement des projets.

Les bénéficiaires profiteront d'un encadrement de la communauté. Chaque Comité Local DDR aura pour mission d'encadrer la mise en œuvre des projets et de développer un mécanisme d'encadrement et de maintenance sur le long terme.

Les meilleurs projets qui seront identifiés à l'issue de la revue annuelle avec l'équipe du UNCT, bénéficieront d'un renforcement pour assurer leur pérennisation. Les projets identifiés dans ce cadre, seront des modèles pour l'émulation au sein du programme et des outils pour la communication et de promotion du programme. Ces renforcements, en guise d'encouragement, seront financés sur la rubrique « divers » du budget.

IV. CADRE LOGIQUE

Première partie (Niveau stratégique):

Résultats attendus à très court terme (septembre – novembre 2011)			
Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables/Cibles	Moyens de vérification	Principales hypothèses
Installation effective des démobilisés dans leur communautés d'origine ou dans les communautés de leur choix.	% des ex-combattants bénéficiaires d'un projet dans leur communauté d'origine ou dans la communauté choisie lors du profilage.	Fiches de présences tenues par les ONG chargés de l'encadrement. Rapport de suivi des CLDDR.	- Les bénéficiaires participent effectivement aux formations et aux activités du projet. - Les communautés mettent à la disposition des bénéficiaires des parcelles pour la construction de leur propre maison. - Un sentiment de responsabilité naît au sein des ex-combattants qui se sentent désormais propriétaire/manager d'une activité, propriétaire de biens.
Accueil et acceptation des démobilisés par les communautés.	% des démobilisés ayant retrouvés un domicile fixe au sein des communautés. % des démobilisés ayant bénéficié d'un appui de la communauté pour l'installation de leur projet.	Tableau de suivi des Démobilisés, tenu par les CLDDR et les ONGs. Rapport des ONGs chargés de l'encadrement des bénéficiaires.	Les communautés s'organisent pour aider les Démobilisés à construire leur propre maison (case villageoise). Certains ex-combattants en âge de se marier vivent avec leur conjointe.
Résultats à court terme (septembre 2011 – août 2012)			
Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables/Cibles	Moyens de vérification	Principales hypothèses

M.A.V

Les bénéficiaires sont en mesure de survenir à leurs besoins essentiels et à ceux de leur famille.	<ul style="list-style-type: none"> - Le niveau de production réalisé et le bénéfice réalisé lors des différentes ventes. - Le nombre de rotations réalisées par le projet en termes de refinancement des intrants par les bénéficiaires eux-mêmes. - Le revenu par bénéficiaire après la vente des productions. - L'épargne réalisée par le projet. 	Livre de compte tenu par les bénéficiaires avec l'appui des encadreurs pour chaque projet.	<ul style="list-style-type: none"> - Les bénéficiaires construisent des maisons et s'installent avec leur famille. - Les bénéficiaires procèdent à l'extension de leur activité pour accroître la rentabilité. - Les exploitations deviennent familiales avec l'implication d'autres membres de la famille pour aider les démobilisés.
--	---	--	---

Résultat à moyen terme (septembre 2011 – août 2013)			
Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables/Cibles	Moyens de vérification	Principales hypothèses
Les projets financés contribuent à la relance de l'économie locale.	<ul style="list-style-type: none"> - Le nombre d'acheteurs tant au niveau national qu'au niveau des pays voisins. - La création de nouveaux marchés d'échanges dans les localités visées par les projets comme ce fut le cas par le passé dans le nord-ouest de la RCA. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le délai d'écoulement de la production inférieur à 1 mois. - Les bénéficiaires n'enregistrent pas de pertes liées au trop long stockage des produits. 	Les bénéficiaires parviennent à avoir tant au niveau national qu'au niveau des pays tels que le Tchad et le Cameroun des acheteurs attirés qui rachètent leur production.

2ème Partie au niveau opérationnel.

Activités principales	Inputs	Coût	Personnes responsables de la mobilisation des ressources.
1. Formation et Création d'activités génératrices de revenus pour les Démobilisés.	ONG sous-traitantes et consultants internationaux et Nationaux.	\$1,300,120	BINUCA, Coordination Nationale, Gouvernement, UNCT, d'autres bailleurs potentiels (BM, UE)...
2. Réhabilitation d'infrastructures communautaires et activités de cohésion sociale.	ONG sous-traitantes et consultants Nationaux et internationaux.	\$150000 (+ appui d'autres programmes au sein du UNCT)	BINUCA, Coordination Nationale, Gouvernement, UNCT, d'autres bailleurs potentiels (BM, UE)..
Appui à l'opérationnalisation de la Coordination Nationale.	Recrutement d'experts Nationaux au service de la coordination nationale, formation ; mise à disposition d'un officier DDR et d'au moins un consultant en gestion de projets ; équipement et financement de la Coordination Nationale...	\$730,390	BINUCA, Coordination Nationale, Gouvernement, UNCT, d'autres bailleurs potentiels (BM, UE)...
Renforcement des capacités locales.	Contrat de sous-traitance avec des ONG locales, renforcement de capacités.	\$217,518	BINUCA, Coordination Nationale, Gouvernement, UNCT, d'autres bailleurs potentiels (BM, UE)...

MAV

V. BUDGET

PBF PROJECT BUDGET GERE PAR BINUCA	
CATEGORIES	AMOUNT
1. Supplies, commodities, equipment and transport	\$285,248
2. Personnel (staff, consultants and travel)	\$445,142

GERER PAR LE PNUD

3. Training of counterparts	\$40,000
4. Contracts	\$1,450,120
5. Other direct costs	\$20,000

Sub-Total Project Costs	\$2,240,510
Indirect Support Costs**	\$156,835
TOTAL	\$2,397,345

VI. DISPOSITIONS RELATIVES A LA GESTION DU PROJET

Ce projet sera exécuté par le BINUCA qui assure la responsabilité générale de la mise en œuvre du programme de réinsertion. Les autres Agences du UNCT, apporteront un appui dans la conception et la mise en œuvre des projets dans leur secteur d'intervention, favorisant ainsi une complémentarité des expertises, des ressources humaines et des capacités techniques et opérationnelles. En vue de renforcer le mécanisme de gestion du projet, la répartition ci-après sera faite en ce qui concerne la gestion des fonds :

- Le service finance du BINUCA assurera directement la gestion des fonds destinés à l'appui logistique et financier à la Coordination National correspondant à **\$730.390** comme prévu dans le budget.
- Le service Finance du PNUD assurera sous la supervision de la Représentante Spéciale, la gestion des fonds destinés aux opérations de réinsertion et de réhabilitation communautaire soit **\$1.510.120** telle que prévu dans le budget. Les décaissements dans le cadre du financement des opérations se feront conformément aux procès-verbaux dûment signé par la Représentante Spéciale ou son représentant désigné et le Coordonnateur National pour la réintégration.

1. Partenariat, Rôles Et Responsabilités

Une utilisation des compétences issues d'une part de l'équipe de projet, et d'autre part des structures partenaires (ONGs et agences), les autorités locales, les représentants du Ministère du DDR, les communautés locales et les Agences, Fonds et Programmes des Nations Unies (UNCT) permettra de réduire les coûts de mise en œuvre de ce projet.

Partenariats :

1.1 Au niveau institutionnel :

Le Ministère du DDR a un rôle essentiel dans la coordination de la réintégration en collaboration avec d'autres Ministères impliqués dans le processus de développement et de sécurisation du pays. Conformément au Décret n° 10.290 du 02 Novembre 2010, il est chargé « de la mise en œuvre

opérationnelle de l'Accord de Paix Global de Libreville du 21 Juin 2008 entre le GoRCA et les Groupes Politico – Militaires dans le cadre de la consolidation de la paix et de la démocratie ». La Coordination Nationale tiendra le ministre DDR, Vice-Président du comité de pilotage, régulièrement informé de ses activités.

La Coordination Nationale, avec l'appui du BINUCA, est l'organe chargé de la mise en application de la Stratégie Nationale de la Réintégration adoptée par le Comité de Pilotage DDR le 8 Juillet 2011. A ce titre, elle assumera la responsabilité de la gestion opérationnelle du présent projet avec l'appui technique du BINUCA.

La Coordination Nationale travaillera sous le contrôle du Comité de Pilotage DDR et rendra également compte au Secrétariat Technique Permanent du Fonds de Consolidation de la Paix (STP-FCP).

1.2 Au niveau opérationnel et stratégique

La Présidente du Comité de Pilotage et Chef du BINUCA, conseillée et assistée par SIU, assurera l'appui et la supervision au niveau politique et au niveau stratégique dans la gestion de ce projet.

L'officier DDR du BINUCA assistera la Coordination nationale pour la Réintégration en qualité de Conseiller principal Chargé de la Réinsertion et animera le IAWG Réintégration.

Les experts Nationaux de la Coordination Nationale, le(s) expert(s) international (aux) du BINUCA et les autres agences du UNCT seront chargés de l'appui technique auprès des Comités Locaux DDR et à l'exécution du programme.

La Coordination Nationale sera en outre responsable de la gestion des listes des ex-combattants et assurera la gestion au niveau national du bon équilibre des programmes approuvés.

Toutes les agences du système des Nations Unies (UNCT) sont habilitées à prendre part aux activités des Comités Locaux DDR en qualité de membre. Elles devront dans la mesure de leurs possibilités apporter une assistance technique et logistique pour la mise en œuvre et le suivi des activités de réinsertion dans leurs zones de responsabilité. Elles travailleront en liaison avec l'équipe réinsertion du BINUCA. Le UNCT veillera en outre à développer au niveau local des synergies entre leurs activités et les projets de Réinsertion.

Au moins un consultant sera engagé par le BINUCA, pour travailler en étroite collaboration avec les experts Nationaux en gestion de projets. Ces experts nationaux et internationaux seront déployés sur le terrain pour apporter leur expertise dans l'identification des secteurs d'activités porteur, la formulation, la formation des groupements d'ex-combattants et l'appui technique aux CLDDR.

2. Mécanismes de coordination du projet.

2.1 Comités d'Approbation des Projets (CAP)

Les Comités d'Approbation seront chargés de l'approbation des projets identifiés par les ONG sous-traitantes avec l'appui technique des experts en réinsertion et des CLDDR. Ces Comités seront mis en place par le BINUCA et la Coordination Nationale au niveau des préfectures pour approuver localement les projets identifiés. Cependant pour des raisons liées aux contraintes techniques ou climatiques les réunions d'approbation pourront également se tenir à Bangui. **Les réunions du CAP se feront au moins une fois par mois pour statuer sur l'ensemble des projets identifiés durant la période (une moyenne de 20 à 40 projets de groupe pourra être traitée par mois.**

Le Comité d'Approbation des Projets, comprendra les membres suivants:

- La Représentante spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies ou son représentant (président).



- Le Préfet de région
- Le Représentant du Ministère du Plan et de l'économie (en qualité de conseiller)
- Le Coordonnateur National chargé de la réintégration.
- L'Unité SIU du BINUCA
- L'Unité de Gestion du PNUD

D'autres agences, membre, du UNCT, ayant des programmes similaires ou complémentaires seront associés au CAP.

2.2 Comités Locaux DDR (CLDDR)

Les Comités Locaux DDR existants placés sous la présidence des Sous-Préfets seront réactivés prioritairement dans les localités du Nord-Ouest en fonction de la densité des démobilisés. Ces comités seront briefés sur leur rôle et leurs responsabilités par les équipes conjointes BINUCA et Coordination Nationale.

Les Comités Locaux DDR assumeront le contrôle local de la mise en œuvre des projets, ils faciliteront le processus de mise en œuvre des projets. Les projets identifiés seront soumis directement pour approbation au (CAP).

3. Le mécanisme d'identification et de financement des projets

3.1 Sous-traitance par des ONG Locales

Des ONGs sous-traitantes seront sélectionnées par le BINUCA, la Coordination Nationale et les CLDDR en qualité de structures d'exécution. Ces ONGs seront directement chargées de l'identification, la formulation, la formation des démobilisés, l'installation et le suivi des projets.

Les CLDDR seront appuyés techniquement par au moins un consultant international, expert en gestion de projet engagé par le BINUCA et plusieurs experts Nationaux de la Coordination Nationale qui seront déployés sur le terrain.

Une convention unique/globale sera signée entre le BINUCA, le PNUB, la Coordination Nationale et les ONGs/ Agences sélectionnées pour la mise en œuvre du programme. Cette convention autorise ces ONGs à formuler et à soumettre des projets de réinsertion. En annexe de cette convention seront attachées les conditions de l'accord en termes des services attendus de chacune des parties (cahier des charges).

Le service finance du PNUD procédera au déboursement des fonds conformément à la procédure applicable en la matière. Les décaissements se feront en trois tranches pendant les 3 premiers mois et en deux tranches après deux mois, une fois que la relation de confiance sera établie : **60%,30% et 10% (pendant les trois premiers mois) ; et 80% et 20% après trois mois de bonne collaboration.**



Les Comités Locaux DDR, en liaison avec le BINUCA, et la Coordination Nationale pour Réintégration, certifient les différents rapports financiers avant le décaissement de la tranche suivante.

3.2 La mise en œuvre du projet sera assurée par :

3.2.1 Personnel de la Coordination Nationale pris en charge par le présent Projet

- Un(e) Coordonnateur (trice) National(e) chargé de la Réintégration (NOD/6) ;
- 1 Expert National, en gestion de projets (NOB/1) ;
- 1 Expert National en logiciel et gestion de données (NOB/1) ;
- 1 Expert National en suivi évaluation (NOB/1)

Rm

M.A.V.



- 1 Assistant technique/secrétaire du Comité de pilotage (G6);
- 2 Chauffeur Coursier (G2/1) ;

3.2.2 Personnel International pris en charge par BINUCA

- Un Officier DDR, Conseiller principal du Coordonnateur National chargé de la réinsertion (SIU/BINUCA);
- Au moins un Consultant International, Expert en Gestion de projet (BINUCA) ;
- Des Consultants Internationaux, issues des autres agences en cas de besoin et dans le cadre d'un accord séparé;
- Chargé de Finance (CMS/BINUCA)

3.2.3 Autres appuis à la mise en œuvre du projet

- ONGs et Agences nationales sélectionnées comme structures d'exécution des projets ;
- les autres Agences du l'UNCT ;

VII. LE MECANISMES DE SUIVI ET EVALUATION

Conformément à l'engagement des Nations Unies relatif à une gestion axée sur les résultats, le système de suivi et d'évaluation devra comprendre une grille de lecture qui permettra de mesurer les performances. Les missions préparatoires permettront de prélever des indices de bases (Baseline) afin d'assurer à terme une évaluation du programme.

Le BINUCA, la Coordination Nationale, le STP-FCP et autres membres du UNCT assureront le suivi des projets sur le terrain afin de mesurer l'impact des résultats, de manière systématique. Les leçons apprises dans le cadre de cette phase initiale seront exploitées dans la mise en œuvre des programmes suivants de Réinsertion et Réintégration.

Au moins quatre niveaux de suivi évaluation seront mis en place pour assurer l'atteinte des résultats :

1. Le suivi par les structures de mise en œuvre (ONG Sous-traitantes);
2. les experts en réintégration du BINUCA et de la Coordination Nationales en liaison avec les agences du UNCT présentes sur le terrain, visiteront régulièrement les projets en fonction de leur zone d'implantation ou par équipe conjointe.
3. Les CLDDR en liaison avec le Coordonnateur National et l'Officier DDR du BINUCA se rendront au moins une fois par mois pour évaluer le niveau de mise en œuvre et prendre les mesures correctives s'il y a lieu ;
4. A l'initiative de la SRSG, présidente du Groupe de Travail Inter Agence sur la réintégration, des revues conjointes impliquant des bailleurs potentiels tels que la Banque Mondiale, Union Européenne, les ambassades, seront organisées pour recueillir les avis sur l'évolution du programme et favoriser l'appropriation du programme par les bailleurs.

Le Suivi complémentaire de 6 mois qui sera fait par les ONG et agences nationales permettra de consolider les projets.

Objectifs :

Mesurer le niveau de réalisation des activités planifiées. Identifier les obstacles et proposer des mesures correctives. Evaluer la situation de la cohésion avec la communauté. Identifier également les bonnes pratiques et capitaliser pour d'autres localités, d'autres projets/ programmes et d'autres bénéficiaires.

Méthodologie :

Rm

M.A.V
[Signature]

1. Visiter les différents sites des projets financés ;
2. Echanger avec les bénéficiaires, les membres des CLDDR et les ONGs sous-traitantes.
3. Analyser la documentation existante (rapports de suivi, rapports financier et narratif en relation avec le document de projet, le plan de travail et la lettre d'Accord/MOU) ;
4. Faire des recommandations précises sur les grandes étapes du plan opérationnel de mise en œuvre ;

Fréquence :

1. Evaluation à mi-parcours (après réception du rapport narratif et financier à mi-parcours de la structure de mise en œuvre) ;
2. Evaluation finale (après réception du rapport narratif et financier final de la structure de réalisation) ;
3. Evaluation ad hoc à la suite de difficultés particulières signalées dans l'exécution d'un projet.

Une évaluation indépendante sera conduite au terme de 12 mois d'exécution.

VIII. RISQUES LIES A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Les risques liés à la mise en œuvre de ce programme sont essentiellement d'ordre politique, économique et sécuritaire :

- Une reprise d'hostilités liée aux activités d'autres mouvements politico-militaires pourrait affecter la mise en œuvre du programme ;
- La présence du FPR (mouvement Rebel) dans la région est une source persistante d'insécurité dans le pays ;
- Le manque de transparence dans la mise en œuvre du programme et dans la gestion des fonds par les ONGs, pourrait révolter les bénéficiaires ;
- Une mise à disposition tardive des fonds pourrait créer un déphasage avec la saison culturelle en RCA, l'essentiel des bénéficiaires étant orientés vers l'agriculture ;
- L'absence de fonds pour poursuivre la réinsertion des futures démobilisés pourrait aussi être source de plaintes ;

Toutefois, une partie de ces risques potentiels sont mitigés par une forte implication du gouvernement Centrafricain qui a mis en place un ministère chargé du DDR qui travaille en liaison avec le ministère de la défense pour assurer progressivement le déploiement des Forces Armées Centrafricaines dans les zones ayant fait l'objet du processus de D1 et D2. Ces mesures devraient permettre d'éviter une reprise d'hostilité et de réduire l'influence du FPR. Certaines de ces mesures sont déjà effectives sur le terrain. La signature d'un accord de cessez-le-feu en le CPJP et UFDR est également un facteur majeur de stabilisation pour la RCA.

Le mécanisme d'identification inclusif des partenaires d'exécution, les modalités de décaissement et l'implication des autorités administratives dans toutes les étapes de la mise en œuvre des projets, devraient permettre de sélectionner les meilleures structures et d'assurer un bon suivi de la gestion des fonds mis à disposition.

Des contacts ont été déjà pris avec certains bailleurs potentiels au niveau local, d'autres seront bientôt à l'extérieur, pour partager l'approche proposée par ce programme. Les bailleurs potentiels présents en RCA, seront associés aux missions de revue de la mise en œuvre du programme à travers des visites de

Km

M.A.V.
[Signature]

terrain conjointes destinées à favoriser la mobilisation de fonds. Enfin l'adoption par l'ensemble des partenaires d'une stratégie nationale de réintégration est un atout important.

**PEACEBUILDING FUND
ANNEX I**

PROJECT SUMMARY

Numéro et intitulé du Projet:	Appui à la Réinsertion/Réintégration des ex-combattants démobilisés et au relèvement communautaire en République Centrafricaine.			
Organisation(s) des NU bénéficiaire(s):	Bureau Intégré des Nations Unies en Centrafrique (BINUCA) et Programme des Nations Unies Pour le Développement (PNUD).			
Partenaire(s) d'exécution:	Coordination Nationale pour la Réintégration (avec l'appui technique du BINUCA)			
Zone d'intervention:	Centrafrique - Nord-Ouest.			
Budget Total Approuvé:				
Durée	Date de démarrage estimée: Janvier 2012		Date de clôture : Juin 2013	
Date d'approbation/Comité de Pilotage:		Date de transfert de fonds par MDTF		Date de démarrage des activités:
Description du Projet:	<p style="text-align: center;">3- Appui à la Réinsertions des ex-combattants et à la cohésion sociale.</p> <p>Ce projet offre un cadre global destiné à favoriser la réinsertion des démobilisés compte tenu des progrès enregistrés récemment par le processus de DD en République Centrafricaine et par ailleurs de l'absence de programmes de Réintégration opérationnels susceptibles de prendre en compte les démobilisés. Cette période de transition critique, entre la démobilisation et la réintégration est un espace d'instabilité dont les conséquences pourraient compromettre les acquis du processus de paix. L'objectif est donc d'assurer le maintien d'un environnement de stabilité propice à la sortie de crise.</p> <p style="text-align: center;">2- Renforcement des capacités nationales pour la mise en œuvre de la stratégie Nationale de Réintégration des ex-combattants des groupes politico-militaires signataires de l'Accord de paix Globale de Libreville.</p> <p>Le projet a aussi pour objectif de renforcer les capacités fonctionnelles de la Coordination Nationale pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Réintégration approuvée le 8 Juillet 2011.</p>			
Objectif global de consolidation de la paix visé:	L'objectif de ce projet est de contribuer au renforcement de la paix et de la stabilité dans le pays à travers la mise à disposition d'options de réinsertion socio-économiques aux démobilisés et de réhabilitation de leur communauté d'accueil.			

Ku

M. A. V.
[Signature]

Résultats escomptés:

Les résultats attendus à court terme (période de 12 mois) sont les suivants.

- 1) Les 4792 démobilisés et les 15 repentis sont engagés dans des activités génératrices de revenus et activités à haute intensité de main d'œuvre qui leur permettent de survenir à leurs besoins ainsi qu'à ceux de leur famille respective.
- 2) Le risque sécuritaire lié à l'absence de perspectives de réintégration, est limité et la cohésion sociale est renforcée au sein des communautés d'accueils.
- 3) Les capacités des démobilisés sont renforcés à travers la formation et des opportunités concrètes et variés de réintégration dans la vie civile sont mises à leur disposition.
- 4) Les conditions de vie des communautés sont améliorées à travers des appuis adaptés à leurs besoins immédiats.
- 5) Le climat de stabilité est consolidé dans les zones où le D1 et D2 ont été exécutés.

Autres résultats/effets attendus à court terme (période de 12 mois) :

- 6) Les bailleurs de fonds adhèrent à l'approche de réinsertion proposée et soutiennent l'expansion de l'initiative à l'ensemble des démobilisés ;
- 7) Des complémentarités sont créées entre les programmes au sein du UNCT et l'impact de l'action des Nations Unies est renforcé.
- 8) Les Capacités de la Coordination Nationale sont renforcées et elle est à mesure techniquement de poursuivre la mise en œuvre de la stratégie nationale de réintégration.
- 9) Les mouvements politico-militaires s'engagent définitivement dans le DDR.

Rms

[Signature]

MAK
[Signature]

Annexe 2. BUDGET DU PROJET

1er Partie- BUDGET DE L'APPUI A LA CORDINATION NATIONALE

RUBRIQUE BUDGETAIRE	Quantité	Coût unitaire	Durée	Total (USD)
PERSONNEL				455,436
Personnel international	2	0	18	0
Officier DDR, chargé de programme réinsertion (Poste existant au BINUCA)	1	0	18	0
Consultant internationale (pris en charge par BINUCA)	1	0	9 mois	0
Personnel national				455,436
Coordonnateur National (MOD/6) pour 18 mois	1	8,750	18 mois	157,500
Expert National, Planification, suivi et évaluation (NOB/1)	1	4,000	18 mois	72,000
Expert National - Reintégration (NOB/1)	1	4,000	18 mois	72,000
Expert National – Systèmes de gestion de l'information et bases de données (NOB/1)	1	4,000	18 mois	72,000
Assistant technique (NOA/1)	1	2,000	18 mois	36,000
Chauffeur Coursier (G2/1) 2 chauffeurs	4	638	18 mois	45,936
AMENAGEMENT DE BUREAUX				0
Aménagement Bureaux Coordination	0	0		0
Aménagement Bureaux Régionaux	0	0		0
MISSIONS				55,000
DSA - 3 missions / Mois, 10 jours et 3 personnes par mission pour 12 mois	3	5000		15000
M&E et Evaluation externe			18	40000
VOYAGES				0
Consultants, (International Airfare, DSA,Honoraires pour 2 semaines)	0	0	0	0

Am

M.A.V.

FORMATION Ateliers - 3 fois / année X 2 années						0
Per diem - 15 000 FCFA /jour x 5 / personnes x 30	0	0	0	0		0
Pause-déjeuner - 14,500 FCFA /jour x 5 / personnes x 30	0	0	0	0		0
Location sonorisation - 50 000 FCFA /jour x 5	0	0	0	0		0
EQUIPEMENT & MAINTENANCE						219,954
Assurance véhicules						5,000
Assurance véhicules						5,000
Transport						149,660
2 véhicules	2	52595	18			105,190
Carburant Véhicules - 500 litres / mois x 12 +5% de marge	18	1815	18			32,670
Maintenance Véhicules - 1 / 5000km (6 fois par an)	6	200	18			1,800
révision générale (4 fois par an)	4	2,000	18			10,000
Communication & matériels IT						35,294
Cartes de recharge téléphonique /, Personnel Local :	18	738.57	18			13,294
Laptop	2	1000	18			2,000
Maintenance équipement IT et consommable (Toner pour imprimantes et photocopieurs, entretien Desktop et Laptop, maintenance réseau Internet, onduleurs ...)	18	1111	18			20,000
Bureau - Autres						30,000
Fournitures de Bureau	18	1111	18			20,000
Frais nettoyage 1	18	555	18			10,000
Comité de Pilotage						0
Secrétaire du Comité de Pilotage :	18	0	18			0
TOTAL APPUI A LACCOORDINATION						730,390

km

M.A.V.

Zeme partie- Budget Réinsertion des Ex-combattants

Personnel						
Personnel						0
Sous-total Personnel						0
Contrats						
Sous-traitance microprojets	2714	500				1,300,120
Projets communautaires	15	10,000				150,000
Sous-total Contrats						1,450,120
Formation						
Atelier de formation	2	20,000				40,000
Sous-total Formation						40,000
Transport						
Vehicule						0
Sous-total Transport						0
Equipements						
Equipements						0
Sous-total Equipements						0
Divers						
Divers	1	20000				20,000
Sous-total Divers						20,000
Sous Total réinsertion des ex-combattants						1,510,120
TOTAL APPUI A LA REINSERTION						2,240,510
Coûts Indirects						156,835
TOTAL GENERAL						2,397,345

Am

M.A.V.
